

« Quand public et privé coopèrent face au virus »

Courrier Picard – 31.08.2020

SANTÉ

QUAND PUBLIC ET PRIVÉ COOPÈRENT FACE AU VIRUS

COMPIÈGNE Les deux établissements de santé ont fait front commun face au Covid-19. Entretien avec Brigitte Duval, ex-directrice de l'hôpital, et Vincent Vesselle, directeur de la clinique Saint-Côme.

A lors que le coronavirus circule de nouveau plus fortement dans le département de l'Oise, il est utile de revenir sur l'expérience inédite de l'hôpital public et de la clinique privée de Compiègne, confrontés dès février au Covid-19. Entretien croisé entre Brigitte Duval, ex-directrice du centre hospitalier, et Vincent Vesselle, directeur de Saint-Côme.

Quand le Covid-19 apparaît-il à Compiègne ?

Brigitte Duval : C'était le mardi 25 février. La date restera gravée. Il était 18 h 30 quand nous sommes informés qu'un patient passé par Compiègne et par Creil était atteint du coronavirus. À 20 heures se réunit la première cellule de crise. Elle se prolonge tard, des pizzas sont achetées chez Del Arte... Tous - la commission médicale d'établissement, médecins et infirmiers concernés -, on a une grande conscience de la responsabilité qui va être la nôtre. Tout était inédit : le premier patient ; rapidement, l'afflux de cas graves provenant de Crépy, le premier cluster ; le décès de notre réanimateur, le premier d'un médecin hospitalier...

Vincent Vesselle : La Polyclinique Saint-Côme a été la première de France impactée par la crise sanitaire, trois semaines avant les autres. Dès le dimanche 29 février, nous avons détecté un patient Covid au sein de notre centre lourd de dialyse ; puis six ont été diagnostiqués dans les jours suivants. Les symptômes correspondaient à l'alerte que venait de lancer l'ARS (l'agence régionale de santé) des Hauts-de France. Atteints par d'autres pathologies, certains patients ont décompensé très rapidement. Il a fallu improviser ; nous avions peu d'informations sur les modes de contamination ; le flot de mesures à tenir était difficile à respecter.

« Je regrette que les enquêtes parlementaires n'aient pas plus sollicité les retours d'expériences des acteurs de terrain »

Vincent Vesselle

Comment s'est établie la coopération entre vos deux établissements ?



« On a fait le tour de la terre ensemble, plus de 50 000 km en dix ans de covoyage », s'amuse Vincent Vesselle. Convivés aux mêmes réunions, Brigitte Duval, ex-directrice du CH Compiègne-Noyon et déléguée régionale de la Fédération hospitalière, et le directeur de la Polyclinique Saint-Côme à Compiègne et président régional de la Fédération des cliniques et hôpitaux privés de France, s'y rendaient ensemble.

Brigitte Duval : Dès le début, une réunion s'est tenue entre nos équipes médicales, afin de coordonner les circuits de prise en charge des patients Covid entre les deux établissements. Notre service de réanimation étant saturé et Saint-Côme n'en étant pas doté, il a fallu déterminer si leurs services pouvaient être adaptés et quel profil de patients pouvait leur être confié.

Vincent Vesselle : En suréquipant notre service de soins intensifs, nous avons pu le transformer en service de réanimation. Nous y avons accueilli jusqu'à huit patients lourds ventilés. Par ailleurs,

nous avons ouvert un service Covid conventionnel où une quarantaine de patients ont été pris en charge, au plus fort de la crise, vers le 10 avril. Ayant le seul centre lourd de dialyse du secteur, et pas l'hôpital, Saint-Côme était par ailleurs tenu de prendre soin des patients concernés.

N'en est-il pas de même ailleurs ?

Brigitte Duval : Je ne vois pas comment on peut faire chacun dans son coin. À Compiègne, cette coopération a toutefois une antériorité. Même si nos activités sont concurrentielles sur certains secteurs, la clinique et l'hôpital ont

déjà fait fi de la logique privé/public pour obtenir le financement d'un équipement, par exemple.

Vincent Vesselle : Cette coopération n'a pas été évidente partout. À Lille, alors que l'hôpital public était au bord de la saturation, le secteur privé, qui avait eu ordre d'arrêter les interventions programmées, avait ses services vides. À Compiègne, la collaboration du public et du privé, rapide et efficace, a été un atout indéniable pour accueillir les patients, mais aussi pour avoir le soutien de la mairie et de nombreuses entreprises du territoire. Nos établissements ont reçu des dons en matériel de protection afin

de faire face à la pénurie et protéger nos équipes ; le temps que l'État s'organise pour nous livrer.

Quelle leçon tirez-vous de cet épisode ?

Brigitte Duval : Dans l'urgence, l'hôpital de Compiègne a eu l'autorisation de faire des investissements. Dans le service réanimation, qui avait quinze lits, on a pu en ouvrir dix supplémentaires. Après des années pendant lesquelles nous avions été contraints, tant pour les moyens matériels que pour le personnel, j'espère qu'il en sera tenu compte à l'avenir.

Vincent Vesselle : Il faudra s'en servir si nous voulons être plus efficaces pour gérer la prochaine crise. Je regrette que les enquêtes parlementaires n'aient pas plus sollicité les retours d'expériences des acteurs de terrain. Je ne crois pas à un manque de lits hospitaliers, mais à un défaut d'organisation. ■ Propos recueillis par MARIELLE MARTINEZ

UN DÉPART À LA RETRAITE REPOUSSÉ

Après 44 années de service au sein des hôpitaux publics d'Ile-de-France et de Picardie, Brigitte Duval devait prendre sa retraite mi-mars. 24 heures après le décès du premier patient détecté Covid-19, l'ARS lui faisait savoir : « Bien entendu, vous restez en poste. » Les arrêts ont été alors

modifiés en urgence. Son départ a même été repoussé par deux fois, d'abord fin avril, puis à fin mai. Une évidence pour l'ex-directrice du centre hospitalier Compiègne-Noyon : « Pour l'établissement, pour les malades, pour la cité dans laquelle je vis, je ne serais pas partie en pleine bataille. » ■